

# MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES

## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

### ***l'Acheteur***

État – Ministère Chargé des Transports

DIR Sud-ouest  
et  
DREAL Occitanie

constitués en groupement de commande tel que défini par l'article L2113-6 du code de la commande publique

### ***Représentant de l'acheteur (RA)***

Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes Sud-Ouest par délégation de Monsieur le Préfet de la région Occitanie donnée par arrêté préfectoral du 30 janvier 2023

et

Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Région Occitanie par délégation de Monsieur le Préfet de la région Occitanie donnée par arrêté préfectoral du 30 janvier 2023

### ***Objet de la consultation***

**Accord-cadre portant sur la fourniture et pose d'équipements de signalisation verticale de police permanents et de signalisation d'indication. Fourniture de signalisation temporaire.**

### ***Remise des offres***

Date et heure limites de réception : **03/06/2025 à 12h00**

# RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

## SOMMAIRE

	Pages
<b>ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION.....</b>	<b><u>3</u></b>
<b>ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....</b>	<b><u>4</u></b>
2-1. Définition de la procédure.....	<u>4</u>
2-2. Décomposition en tranches et en lots.....	<u>5</u>
2-3. Nature de l'attributaire.....	<u>5</u>
2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières.....	<u>5</u>
2-5. Variantes.....	<u>5</u>
2-6. Prestations supplémentaires éventuelles.....	<u>5</u>
2-7. Exigences minimales de la négociation.....	<u>5</u>
2-8. Durée de l'accord-cadre et délais d'exécution des bons de commande.....	<u>5</u>
2-9. Modifications de détail au dossier de consultation.....	<u>5</u>
2-10. Délai de validité des offres.....	<u>6</u>
2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense.....	<u>6</u>
2-12. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels.....	<u>6</u>
2-13. Clauses sociales et environnementales.....	<u>6</u>
<b>ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION.....</b>	<b><u>8</u></b>
3-1. Documents fournis aux candidats.....	<u>8</u>
3-2. Variantes.....	<u>12</u>
<b>ARTICLE 4. JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES - SÉLECTION DES CANDIDATURES.....</b>	<b><u>12</u></b>
4-1. Jugement et classement des offres.....	<u>12</u>
4-2. Sélection des candidatures.....	<u>17</u>
<b>ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....</b>	<b><u>17</u></b>
5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation.....	<u>17</u>
5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique.....	<u>18</u>
<b>ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....</b>	<b><u>19</u></b>

# RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

**Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.**

## **ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION**

Les prestations concernent :

- La fourniture de signalisation de police
- La fourniture de balises métalliques
- La fourniture de signalisation directionnelle
- La fourniture des supports et accessoires de pose
- La pose et/ou la dépose de signalisation de police et directionnelle
- La fourniture de panneaux d'information chantier
- La fourniture de signalisation temporaire
- La reprise de panneaux et mâts usagés
- La mise en œuvre de la signalisation temporaire par alternat sur routes bidirectionnelles

Les lieux d'exécution des prestations sont les suivants :

- ***Lot n°1 : Fourniture et pose de signalisation verticale permanente de police et directionnelle pour le district centre***
  - A64 dans le département de la Haute-Garonne (31) ;
  - RN524 dans le département des Landes (40) et de la Gironde (33)
  - RN21 dans le département des Hautes-Pyrénées (65)
  - A620, A621, A623 et A624 dans le département de Haute-Garonne (31);
  - RN124 (PR 6+000 à PR 13+000) dans le département de Haute-Garonne (31);
  - RN224 (PR 24+000 à PR 31+000) dans le département de Haute-Garonne (31);
- ***Lot n°2 : Fourniture et pose de signalisation verticale permanente de police et directionnelle pour le district sud***
  - RN125 dans le département de la Haute-Garonne (31) ;
  - RN20, 22 et 320 dans les départements de l'Ariège (09) et des Pyrénées Orientales (66) ;
- ***Lot n°3 : Fourniture et pose de signalisation verticale permanente de police et directionnelle pour le district est***
  - RN88 (PR 53+500 à PR 91+000) dans le département de l'Aveyron (12) ;
  - RN88 (PR 0+000 à PR 42+000) dans le département du Tarn (81)
  - A68 (PR 17+000 à PR 61+500) dans le département de la Haute-Garonne (31) et du Tarn (81)
  - RN126 dans le département du Tarn (81)
  - RN112 dans le département du Tarn (81)

- ***Lot n°4 : Fourniture de signalisation verticale temporaire pour le district centre***
  - A64 dans le département de la Haute-Garonne (31) ;
  - RN524 dans le département des Landes (40) et de la Gironde (33) : **Démarrage des prestations à compter du 02 décembre 2025.**
  - RN21 dans le département des Hautes-Pyrénées (65) : **Démarrage des prestations à compter du 02 décembre 2025.**
  - A620, A621, A623 et A624 dans le département de Haute-Garonne (31);
  - RN124 (PR 6+000 à PR 13+000) dans le département de Haute-Garonne (31);
  - RN224 (PR 24+000 à PR 31+000) dans le département de Haute-Garonne (31);
  
- ***Lot n°5 : Fourniture de signalisation verticale temporaire pour le district sud***
  - RN125 dans le département de la Haute-Garonne (31) ;
  - RN20, 22 et 320 dans les départements de l'Ariège (09) et des Pyrénées Orientales (66) ;
  
- ***Lot n°6 : Fourniture de signalisation verticale temporaire pour le district est***  
**Démarrage des prestations à compter du 02 décembre 2025.**
  - RN88 (PR 53+500 à PR 91+000) dans le département de l'Aveyron (12) ;
  - RN88 (PR 0+000 à PR 42+000) dans le département du Tarn (81)
  - A68 (PR 17+000 à PR 61+500) dans le département de la Haute-Garonne (31) et du Tarn (81)
  - RN126 dans le département du Tarn (81)
  - RN112 dans le département du Tarn (81)

#### Fourniture et pose éventuelle :

Dans les centres d'entretien et d'intervention (CEI) de la Direction Interdépartementale des Routes Sud-Ouest (DIR Sud-Ouest) ou sur le site des travaux

Les prestations feront l'objet d'accords-cadres à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-2, R.2162-4 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur les dispositions relatives aux interventions urgentes définies à l'article 4-5 du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

## **ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### **2-1. Définition de la procédure**

La présente consultation est lancée selon la procédure de **l'appel d'offres ouvert** définie aux articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-1 et R.2124-2 du CCP.

## **2-2. Décomposition en tranches et en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les fournitures sont réparties en 6 lots désignés à l'article 1<sup>er</sup> du présent règlement de la consultation. Ces lots seront traités par marchés à lots séparés.

## **2-3. Nature de l'attributaire**

Chaque marché passé par lot séparé sera conclu :

- soit avec un prestataire unique ;
- soit avec des prestataires groupés conjoints ou des prestataires groupés solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur, pour l'exécution du marché.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, l'acheteur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation de l'acheteur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

## **2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières**

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

## **2-5. Variantes**

Les candidats doivent répondre à la solution de base. Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

## **2-6. Prestations supplémentaires éventuelles**

Sans objet.

## **2-7. Exigences minimales de la négociation**

Sans objet.

## **2-8. Durée de l'accord-cadre et délais d'exécution des bons de commande**

Les dispositions relatives à la durée de l'accord-cadre et aux délais d'exécution des bons de commande sont fixées dans l'acte d'engagement.

## **2-9. Modifications de détail au dossier de consultation**

Le Représentant de l'Acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier

modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **2-10. Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est de 240 jours à compter de la date de remise de l'offre par le titulaire.

## **2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense**

Sans objet.

## **2-12. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels**

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

## **2-13. Clauses sociales et environnementales**

### **S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique**

La DIR SUD-OUEST s'est engagée dans une politique volontariste d'insertion des personnes par le travail. En application de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique, le cahier des charges comporte donc des clauses visant à promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion et à lutter contre le chômage.

C'est pourquoi, il a été décidé de faire appel aux partenaires privilégiés que sont les entreprises par le biais de la commande publique, afin de favoriser l'accès à l'emploi de ces personnes.

Le titulaire devra réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles. Le respect de cette clause de promotion de l'emploi est **obligatoire**.

**L'objectif est de procéder à de nouveaux recrutements de personnel en insertion professionnelle à l'occasion des marchés publics.**

**Les profils retenus devront être validés obligatoirement avant leur prise de poste.**

Des candidats pourront être proposés par les Facilitateurs.

Cette clause est applicable aux lots suivants qui composent le marché :

Désignation	Nombre d'heures d'insertion minimales
LOT 1 - Fourniture et pose signalisation verticale permanente de police et directionnelle pour le District Centre	30H /100 000€
LOT 2 - Fourniture et pose signalisation verticale permanente de police et directionnelle pour le District Sud	30H/100 000€
LOT 3 - Fourniture et pose signalisation verticale permanente de police et directionnelle pour le District Est	30H/100 000€
LOT 4 - Fourniture signalisation verticale temporaire pour le District Centre	30H/100 000€
LOT 5 - Fourniture signalisation verticale temporaire pour le District Sud	30H/100 000€
LOT 6 - Fourniture signalisation verticale temporaire pour le District Est	30H/100 000€

#### *Modalités de mise en œuvre*

L'entreprise pourra s'appuyer sur les modalités suivantes :

- **L'embauche directe** de personnes éligibles, en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage).
- **La mise à disposition** de salariés éligibles via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise adaptée de travail temporaire (EATT), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) ;
- **Le recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques** avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI), une régie de quartier (RQ), une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH). :

#### *Assistance technique du Maître d'Ouvrage*

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette condition d'exécution, le maître d'ouvrage met à disposition une ingénierie d'insertion ayant pour objet :

- d'informer les entreprises soumissionnaires pendant la préparation de leur offre sur la base des documents remis lors de l'appel d'offres,
- d'accompagner les entreprises titulaires pour la mise en œuvre de cette condition d'exécution en fonction des spécificités du chantier et en relation avec le maître d'œuvre pour les travaux,
- de proposer des publics prioritaires.

La cellule clause d'insertion dans les marchés publics peut être jointe aux coordonnées suivantes :

- Ariège : Bastien LHUILLIER 05 61 02 09 51 [blhuillier@ariego.fr](mailto:blhuillier@ariego.fr)
- Aveyron : Dorothee SERGES 06 15 51 69 70 [guichet-unique@clauses-sociales-aveyron.fr](mailto:guichet-unique@clauses-sociales-aveyron.fr)
- Haute Garonne : 06 14 36 48 60 [csoccitanie@nova-emploi.fr](mailto:csoccitanie@nova-emploi.fr)
- Hautes-Pyrénées : 05 62 56 76 01 [clausesociale65@ha-py.fr](mailto:clausesociale65@ha-py.fr)

NB : il est précisé que l'entreprise conserve l'entière responsabilité des personnes recrutées, de la signature des contrats de travail et de la définition du programme d'insertion.

### **S'agissant de la clause environnementale**

Conformément à l'article n ° 16.2 du CCAG, les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

## **ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION**

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur <http://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation de l'acheteur. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

**Il est rappelé que le ou les signataires de l'acte d'engagement doivent être habilités à engager le candidat.**

### **3-1. Documents fournis aux candidats**

#### **3-1.1. Documents fournis aux candidats**

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- L'avis de marché envoyé à la publication ;
- Le présent règlement de la consultation ;
- Les pièces du projet de marché, énumérées à l'article 3-1.2 ci-après, à compléter ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Les pièces non contractuelles destinées au jugement de l'offre ;

#### **3-1.2. Composition du dossier à remettre par les candidats**

**Le dossier à remettre par les candidats pour chaque lot, comprendra les pièces suivantes :**

➤ **dans un sous dossier Candidature :**

Les justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat sont les suivantes :

- Formulaires DC1 et DC2 ou le formulaire DUME. Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles à l'adresse : (<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulairesdeclaration-du-candidat>). Le formulaire DUME est disponible à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>.
- Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, les habilitations nécessaires au mandataire pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché.

**Capacité économique et financière :**

- Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

S'il s'appuie pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

➤ **dans un autre sous dossier Offre :**

- **Un projet de marché** comprenant :

- L'acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter, dater et **signer par le(s) représentant(s) habilité(s) du prestataire (fournir les pouvoirs si nécessaire)** ;

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, le candidat joindra l'annexe à l'acte d'engagement relative à la répartition des prestations entre les co-traitants ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du Code de la commande publique, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr) (DAJ / Formulaires - Marchés publics). Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du Code de la commande publique.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

- Le catalogue du titulaire comprenant toutes les fournitures et prestations proposées dans le cadre du marché avec les prix unitaires de fourniture et de pose des produits, y compris les relevés sur terrain et les études éventuellement nécessaires. La présentation des offres sous la forme d'un catalogue électronique est exigée. Celui-ci

intégrera l'ensemble des clauses du CCAP et CCTP, il devra comporter :

- la mise en place de la signalisation temporaire de chantier pour les interventions sur routes bidirectionnelles ;
- toutes les fournitures afférentes à la signalisation verticale de police (panneaux et balises métalliques), la signalisation d'indication, des services et de repérage ainsi que les panneaux sur mesure non normalisés ;
- Les revêtements anti-graffiti ;
- tous les types de supports y compris les systèmes à sécurité passive et les systèmes de fixation sur glissière béton ou métallique ;
- les massifs de fondation ;
- tous les matériaux et fournitures nécessaires à la mise en œuvre de la signalisation ou du balisage ;
- les prestations de pose, modification, masquage et dépose y compris pour les supports et fondations ;
- les prestations de reprise des panneaux et supports usagés en place ou stockés dans les CEI .

Le catalogue remis doit faire apparaître les mentions suivantes : le lot concerné, la référence du produit, le prix unitaire, le rabais en % et le prix unitaire avec rabais.

Les prix présentés n'étant pas en lien avec l'objet du marché ne seront pas retenus dans le catalogue final. Dans le cas d'un **groupement conjoint**, le candidat précisera la répartition et la valorisation des prestations entre les co-traitants.

#### **- Les documents explicatifs**

Au projet de marché seront joints les documents suivants:

- Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité. Le SOPAQ servira de support pour l'établissement et la mise en œuvre du Plan d'Assurance Qualité. Il devra en particulier présenter :
  - une note d'organisation générale qui présentera l'entreprise mandataire, les éventuels co-traitants, les fournisseurs et sous-traitants désignés ou envisagés pour l'exécution des prestations du marché ;
  - les procédures et moyens affectés aux études et aux travaux ;
  - l'organisation du suivi administratif du marché depuis l'étude jusqu'à la facturation : outils de suivi des demandes de devis, des prises de commande, du suivi du chantier, du suivi de la facturation ;
    - l'organisation du suivi technique du marché : modalités de suivi des chantiers, récupération des données de patrimoine (études produites, produits mis en œuvre et localisation sur le réseau, fiches et données techniques, dossier de recollement...) ;
  - les délais d'exécution :
    - \* pour la signalisation courante (**fourniture et pose**) ;
    - \* pour les études, la fabrication et la pose des panneaux non courants de

signalisation d'indication et de repérage (directionnelle, touristique) y compris supports et fondations ;

\* pour le traitement des urgences ;

- les déclarations de performances et fiches techniques des fournitures proposées dans le cadre du marché
- Le Schéma Organisationnel du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE) qui comprendra :
  - une note d'organisation générale sur la prise en compte de la préservation de l'environnement présentant :
    - \* les mesures prises par le candidat pour le suivi des gaz à effet de serre lors des différentes phases d'exécution du marché
    - \* les mesures proposées par le candidat pour réduire les émissions de gaz à effet de serre lors des différentes phases d'exécution du marché ;

**- Les pièces non contractuelles destinées au jugement de l'offre :**

- Le document financier : cadre ci-joint à compléter sans modification ;

Le document financier ne représente qu'un échantillon des prestations attendues dans le catalogue dont le contenu est précisé plus haut.

- Le tableau de la masse des fournitures exprimée en kg **pour les seuls lots n°4, 5 et 6 relatifs à la signalisation verticale temporaire, cadre ci-joint à compléter**. Les poids indiqués seront ceux des produits dont le prix est renseigné dans le document financier ;

**3-1.3.** Fourniture d'échantillons, de maquettes ou de prototypes

Sans objet.

**3-1.4.** Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées aux articles L.2141-1, L.2141-3, L.2141-4 et L.2141-5 du CCP ;
- Les certificats fiscaux et sociaux
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail

- Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1o de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion
  - Le catalogue sous forme de tableur pour intégration dans le logiciel comptable.
- ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.

### **3-2. Variantes**

Sans objet.

## **ARTICLE 4. JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES - SÉLECTION DES CANDIDATURES**

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limite de remise des offres.

Le représentant de l'acheteur commencera par examiner les offres puis analysera la candidature du soumissionnaire susceptible d'être retenu.

### **4-1. Jugement et classement des offres**

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Après examen, les offres inacceptables seront éliminées. Les offres irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

Le Représentant de l'acheteur examinera l'offre de base des candidats pour établir un classement unique.

Après classement par ordre décroissant des offres **de chaque lot** conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le Représentant de l'acheteur.

#### **4-1.1. Lots n°1 à 3**

Critère d'attribution	Pondération %
Prix des prestations	40 %
Valeur technique des prestations	50 %
Valeur environnementale	10 %

➤ **Le critère prix : note N1**

La note N1 pour le critère prix sur 40 points sera calculée sur la base des montants HT figurant sur le document financier selon la formule de calcul suivante :

$$N1 = (\text{Montant de l'offre HT la plus basse} / \text{Montant de l'offre HT examinée})^2 \times 40$$

➤ **Le critère valeur technique : note N2**

La note N2, sur le critère valeur technique des prestations, comprise entre 0 et 50 points, est évaluée sur la base des documents suivants remis par le candidat (SOPAQ, catalogue et déclarations de performance et fiches techniques des fournitures) fournis. Les sous-critères de la valeur technique des prestations et leur barème de notation sont récapitulés dans le tableau suivant :

Sous critères	Nombre de points
<b>VT1 - SOPAQ</b>	<b>15 points</b>
<b>VT1.1</b> – Organisation générale prévue par le candidat pour l'exécution des prestations du marché	2 points
<b>VT1.2</b> – Suivi administratif du marché de l'étude à la facturation (outils de suivi des demandes de devis, des prises de commande, du suivi du chantier, du suivi de la facturation)	5 points
<b>VT1.3</b> – Suivi technique du marché (modalités de suivi des chantiers et de gestion du patrimoine)	5 points
<b>VT1.4</b> – Délais d'exécution pour la signalisation courante (fourniture et pose), pour les études, la fabrication et la pose des panneaux non courants (signalisation directionnelle et touristique) y compris supports et fondations, et délais d'exécution pour le traitement des urgences.	3 points
<b>VT2 – Catalogue</b>	<b>20 points</b>
<b>VT2.1</b> – Exhaustivité des fournitures et pertinence des prestations proposées par rapport aux besoins exprimés	10 points
<b>VT2.2</b> – Organisation du catalogue dématérialisé, facilité d'utilisation pour la réalisation des bons de commande, procédures de mise à jour	10 points
<b>VT3 – Performances des panneaux</b>	<b>15 points</b>
La classe de performance des panneaux pour les caractéristiques suivantes : Charges et déformations sous l'action de la pression du vent <b>WL</b> (valeur = 3 à 9) Déformation sous l'action de charges ponctuelles <b>PL</b> (valeur = 1 à 5) Pression dynamique provenant du déneigement <b>DSL</b> (valeur = 0 à 4) Protection des surfaces – résistance à la corrosion <b>SP</b> (valeur = 1 à 2)	15 points

$$VT1 = VT1.1 + VT1.2 + VT1.3 + VT1.4$$

$$VT2 = VT2.1 + VT2.2$$

$$N2 = VT1 + VT2 + VT3$$

➤ **Le critère valeur environnementale : note N3**

La note **N3**, sur le critère valeur environnementale, comprise entre **0 et 10 points**, est évaluée sur la base du contenu du de la note sur la prise en compte de la préservation de l'environnement figurant dans le SOPRE fourni.

Les sous-critères de la valeur environnementale et leur barème de notation sont récapitulés dans le tableau suivant :

Sous-critères	Nombre de points
<b>VE1-</b> Mesures prises pour le suivi des émissions des gaz à effet de serre lors des différentes phases d'exécution du marché.	5 points
<b>VE2-</b> Mesures proposées pour réduire les émissions des gaz à effets de serre lors des différentes phases d'exécution du marché	5 points

$$VE = VE1 + VE2$$

#### **4-1.2. Lots n°4, 5 et 6**

Critère d'attribution	Pondération
Le prix des prestations	30 %
La valeur technique des prestations	60%
La valeur environnementale	10%

➤ **Le critère prix : Note N1**

La note N1 pour le critère prix sur 30 points sur la base des montants HT figurant sur le document financier selon la formule de calcul suivante :

$$N1 = (\text{Montant de l'offre la plus basse} / \text{Montant de l'offre examinée})^2 \times 30$$

➤ **Le critère valeur technique : Note N2**

La note **N2**, sur le critère valeur technique des prestations, comprise entre 0 et 60 points, est évaluée sur la base des documents suivants remis par le candidat (SOPAQ et tableau récapitulatif de la masse des fournitures exprimée en kg valorisé par le candidat).

Les sous-critères de la valeur technique des prestations et leur barème de notation sont récapitulés dans le tableau suivant :

Sous critères	Nombre de points
<b>VT1 - SOPAQ</b>	<b>10 points</b>
<b>VT1.1</b> – Organisation générale du candidat prévue pour l'exécution des prestations du marché	2 points
<b>VT1.2</b> – Gestion des commandes	4 points
<b>VT1.3</b> – Délais de fourniture de signalisation verticale temporaire	4 points
<b>VT2 – Masse (Kilogrammes)</b>	<b>50 points</b>

$$VT1 = VT1.1 + VT1.2 + VT1.3$$

$$N2 = VT1 + VT2$$

➤ **Le critère valeur environnementale « N3 »**

La note **N3**, sur le critère valeur environnementale, comprise entre **0 et 10 points**, est évaluée sur la base du contenu du de la note sur la prise en compte de la préservation de l'environnement figurant dans le SOPRE fourni.

Les sous-critères de la valeur environnementale et leur barème de notation sont récapitulés dans le tableau suivant :

Sous-critères	Nombre de points
<b>VE1-</b> Mesures prises pour le suivi des émissions des gaz à effet de serre lors des différentes phases d'exécution du marché.	5 points
<b>VE2-</b> Mesures proposées pour réduire les émissions des gaz à effets de serre lors des différentes phases d'exécution du marché	5 points

**Pour les lots 1 à 4 :**

Les points sont attribués en fonction de la qualité et de la pertinence des documents fournis par le candidat selon les niveaux suivants pour les sous-critères VT1 et VT2 de la valeur technique et le critère valeur environnementale :

0% de la note :	Partie non traitée ou très insuffisante
25% de la note :	Partie traitée partiellement, insuffisante quant à l'appréhension des besoins exprimés et la résolution des difficultés
50% de la note	Partie traitée sérieusement mais incomplète
75% de la note :	Partie quasiment complète et couvrant presque intégralement les éléments du sous-critère
100% de la note :	Partie complète, détaillée, propre au marché et pleinement convaincante

Concernant le sous-critère VT3 «Performances des panneaux» de la valeur technique l'affectation des points s'effectuera en appliquant la formule de calcul suivante :

$$\text{VT3} = (\text{somme des valeurs pour WL, PL, DSL et SP}) \times 0,75$$

La valeur maximale de la somme (WL+PL+DSL+SP) est de **20**, la valeur minimale est de **5**.

### **Pour les lots n°4, 5 et 6 :**

Les points sont attribués en fonction de la qualité et de la pertinence des documents fournis par le candidat selon les niveaux suivants pour le sous-critère VT1 de la valeur technique et le critère valeur environnementale :

0% de la note :	Partie non traitée ou très insuffisante
25% de la note :	Partie traitée partiellement, insuffisante quant à l'appréhension des besoins exprimés et la résolution des difficultés
50% de la note	Partie traitée sérieusement mais incomplète
75% de la note :	Partie quasiment complète et couvrant presque intégralement les éléments du sous-critère
100% de la note :	Partie complète, détaillée, propre au chantier et pleinement convaincante

Concernant le sous-critère VT2 «Masse» de la valeur technique l'affectation des points s'effectuera en appliquant la formule de calcul suivante :

$$\text{VT2} = (\text{Mi} / \text{Mc})^2 \times 50$$

avec

Mi= masse totale en kg des fournitures pour l'offre présentant les éléments les plus légers

Mc=masse totale en kg des fournitures de l'offre considérée

La masse à prendre en compte est celle issue du tableau récapitulatif valorisé par le candidat.

### **Note finale :**

La note finale **N** de chaque offre remise pour chaque lot exprimée sur 100 sera obtenue par addition des notes des différents critères définis ci-avant : **N = N1 + N2 + N3**

**Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le règlement ne sera pas pris en compte.**

En cas de discordance constatée entre le catalogue du titulaire et le document financier les indications portées dans le catalogue selon la ou les référence(s) indiquée(s), prévaudront et le montant du document financier sera rectifié en conséquence.

Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans le document financier seront rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en

compte.

Lors de l'examen des offres, le Représentant de l'acheteur se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

#### **4-2. Sélection des candidatures**

En cas de candidature incomplète, le pouvoir adjudicateur demandera au soumissionnaire susceptible d'être retenu de compléter celle-ci.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le Représentant de l'acheteur qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

**Le Représentant de l'acheteur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.**

### **ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE**

**Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.**

**Les offres seront remises obligatoirement par voie électronique.**

#### **5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation**

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence **n°24-023-DIR**

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination au plus tard à la date et l'heure indiquées sur la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du **débit** de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limite fixées sur la page de garde du présent règlement de consultation ne seront pas retenus,

ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;

- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-1.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents peuvent être signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document signé électroniquement doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par l'acheteur ne feront pas l'objet d'une réparation. La trace de cette malveillance sera conservée. Le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

## **5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique**

### **5-2-1 Remise de la copie de sauvegarde**

Le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support physique électronique (clé USB) doit être placée dans un pli comportant la mention lisible «copie de sauvegarde».

La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté. **L'enveloppe** portera l'adresse et mentions suivantes :

Direction Interdépartementale des Routes Sud-Ouest  
SIMO – Unité marchés publics - Bâtiment C - bureaux C-22, C24 ou C24 bis  
155, avenue des Arènes Romaines - 31300 TOULOUSE  
Copie de sauvegarde pour : Accord-cadre portant sur la fourniture et pose de  
signalisation verticale de police, directionnelle et temporaire, et leurs supports  
Lot n° :  
Nom du candidat ou des membres du groupement candidat<sup>(\*)</sup> :  
**« NE PAS OUVRIR »**

(\*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

### **5-2-2 Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde**

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions

précisées à l'art 5-2-1 :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

## **ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation ([<http://www.marches-publics.gouv.fr>]) sous la référence **n° 24-023-DIR**.

Une réponse sera alors adressée en temps utile, par l'intermédiaire de cette plate-forme, à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.